

Mercredi (matin) 10 juin 2015

Direction de l'économie publique

73 2015.RRGR.305 Motion 086-2015 Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS)

Domaine agricole de Hondrich: continuer l'exploitation bio

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 086-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2015
Déposée par: Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS) (porte-parole)
Baumann (Suberg, Les Verts)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 19.03.2015
N° d'ACE: 544/2015 du 6 mai 2015
Direction: ECO

Domaine agricole de Hondrich: continuer l'exploitation bio

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de continuer d'inclure l'exploitation bio dans la convention de prestations qu'il signe avec le domaine agricole de Hondrich ;
2. de continuer d'inclure la production laitière bio pour le fromage d'alpage dans cette même convention.

Développement :

Les domaines agricoles des différents sites des Inforama sont aujourd'hui affermés. La collaboration avec les écoles est définie par conventions de prestations conclues entre les fermiers et l'OAN.

Actuellement, le fermier du domaine de Hondrich a déposé une demande d'autorisation d'abandonner l'exploitation bio et de délocaliser les vaches laitières dans une communauté d'exploitation et dans une nouvelle étable loin de Hondrich.

Dans la convention de prestations conclue avec le domaine de Hondrich, l'exploitation biologique est une condition posée. La méthode de culture a été transformée en exploitation biologique en l'an 2000.

La part d'exploitations bio est en croissance constante en Suisse, 11,8 pour cent des exploitations agricoles ont pris cette option. Le canton de Berne en compte 10,4 pour cent. Dans les Grisons, canton de montagne, 55 pour cent des exploitations sont bio. Cela montre que pour les paysans de montagne, les cultures bio constituent un modèle de développement positif. Il n'est pas acceptable que le domaine de Hondrich fasse un pas en arrière en abandonnant cette méthode. La culture bio a de l'avenir et les produits alimentaires bio gagnent des parts de marché en augmentation. L'exploitation bio sur le domaine de Hondrich permet de proposer des pistes pour tous les défis qui se posent dans l'agriculture. Il est possible notamment de prendre l'option d'une détention des animaux avec le moins d'antibiotiques possible.

Le domaine de Hondrich est le centre de la fabrication de fromage d'alpage. Chaque année, un grand nombre de personnes suivent une formation dans cette spécialité. La formation et le perfectionnement de fromagers d'alpage est proposée à Hondrich et c'est également le cas en troisième année d'apprentissage d'agriculteur. C'est aussi un volet du perfectionnement pour l'examen professionnel et l'examen de maître agriculteur. Le fromage d'alpage bernois séduit par sa grande qualité et la méthode traditionnelle de sa fabrication. C'est exactement ce qui est enseigné à Hondrich.

Les étables du domaine de Hondrich sont vieilles. Il faudrait donc sans doute investir. Malgré cela, il ne faut pas abandonner la production de lait pour les fromageries, puisque l'intérêt pour la

production de fromage d'alpage ne fait qu'augmenter et que dans d'autres régions du pays, la production de fromage bio s'adresse à un marché en expansion.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, la latitude du Conseil-exécutif est relativement grande dans l'appréciation du degré de réalisation des objectifs, des moyens à mettre en œuvre ainsi que des autres modalités d'exécution du mandat, et la responsabilité de la décision lui incombe.

Les domaines agricoles des Inforama sont affermés depuis l'an 2000. A l'époque, une décision politique circonstanciée avait prescrit que le domaine agricole de Hondrich de l'Inforama Oberland bernois (OB) devait être exploité selon les directives de Bio Suisse.

En 2009, le domaine de Hondrich a fait l'objet d'un changement d'affermage. Les nouveaux fermiers se sont préalablement engagés à respecter les conditions d'exploitation basées sur les directives de Bio Suisse. Leur engagement a été fixé dans la convention de prestations qu'ils ont signée avec l'Inforama.

La taille du domaine agricole de Hondrich, à peine 10 ha de surface agricole utile, est nettement inférieure à la moyenne. C'est pourquoi le regroupement avec l'exploitation d'origine des nouveaux fermiers est apparu comme une solution porteuse. Toutefois, les étables du domaine de Hondrich posaient problème puisque la largeur des couches était insuffisante pour des vaches de grande taille. La dérogation accordée expire d'ailleurs à la fin 2015. La direction du site de l'Inforama OB a activement recherché des solutions avec les fermiers et constaté que, vu la situation étriquée du bâtiment de Hondrich, aucune extension n'était réalisable. En 2013, les deux partenaires ont décidé de se tourner vers une solution externe pour la construction d'une étable.

Entre-temps, les fermiers ont trouvé une solution externe en la personne d'un partenaire local et souhaitent former avec ce dernier une communauté d'exploitation. L'exploitation partenaire étant, d'une part, exploitée selon la méthode conventionnelle et, d'autre part, plus grande que le terrain affermé, celui-ci (le domaine de Hondrich) perdrait temporairement son statut d'exploitation biologique. Le statut de la communauté d'exploitation passerait à celui d'exploitation en reconversion durant deux ans, ce qui représenterait du point de vue des fermiers une charge trop importante. Ils déposent par conséquent une demande de reconversion en exploitation conventionnelle.

Le Conseil-exécutif comprend les difficultés des fermiers à s'adapter aux nouvelles conditions d'exploitation et à assainir leurs structures. Il est aussi disposé à accepter quelques inconvénients, tels que le rallongement des trajets pour une partie des cours pratiques. Il considère toutefois l'exploitation biologique comme une prescription issue à l'époque d'une discussion politique exhaustive. Le Conseil-exécutif est convaincu que la reconversion en une exploitation conventionnelle enverrait un mauvais signal pour le développement des zones de montagne.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

Le président. Damit gehen wir zu Geschäft 73, Motion Fuhrer «Der Gutsbetrieb Hondrich muss weiterhin biologisch bewirtschaftet werden». Das ist eine Richtlinienmotion. Wir beraten das Geschäft in reduzierter Debatte. Die Regierung ist bereit, die Richtlinienmotion anzunehmen. Ist dieser Antrag im Rat bestritten? – Jawohl, er ist bestritten. Die Motionärin hat das Wort.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Es geht hier um den Gutsbetrieb Hondrich, der weiterhin biologisch bewirtschaftet werden sollte. Die Landwirtschaftsbetriebe des Inforamas gehören dem

Kanton Bern. Seit dem Jahr 2000 sind diese Betriebe verpachtet. An die Pachtverträge sind Bewirtschaftungsbedingungen geknüpft. Beim Betrieb Hondrich ist in der Leistungsvereinbarung die Bewirtschaftung nach den Biorichtlinien festgelegt. Beim Pächterwechsel im Jahr 2009 war es dem Pächter klar, dass der Biolandbau eine Voraussetzung ist. Er wusste also, worauf er sich einlässt. Jetzt, knapp sechs Jahre später, hat der Pächter ein Gesuch um Ausstieg aus dem Biolandbau gestellt.

Der Biolandbau entspricht bestens den heutigen Anforderungen in der Landwirtschaft und in der schweizerischen Agrarpolitik. Der Biolandbau verbindet nachhaltige Lebensmittelproduktion, Umweltleistungen und Tierwohl miteinander. Hinzu kommt, dass Biolebensmittel auch eine grosse Nachfrage am Markt haben. Viele Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten wollen Biolebensmittel und der Marktanteil wächst jedes Jahr.

Der Hondrich ist im Berner Oberland der Ausbildungsstandort für die Alpwirtschaft und für die Alpkäserei und dort sehr wichtig. Mit unserer Forderung, dass auf dem Betrieb weiterhin Biomilch produziert werden soll, wird der Standort Hondrich gestärkt. Für die Berner Berglandwirtschaft haben der Biolandbau und die Alpkäseproduktion ein grosses Zukunftspotential. Wir dürfen doch hier nicht einen Rückschritt machen im Biolandbau, nur weil dieser nicht mehr ins Betriebskonzept des Pächters passt. Mir ist dies ein grosses Anliegen, darum wandle ich die Motion in ein Postulat um und hoffe damit auf grosse Unterstützung von Ihnen hier im Saal.

Le président. Sie haben es gehört; der Vorstoss wurde in ein Postulat umgewandelt.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Ich finde es schade, dass die Befürworter nicht vor mir reden, denn ich bin ein ganz klarer Gegner. Ebenso wird unsere Fraktion den Vorstoss auch in Postulatform ablehnen. Warum? Es kann doch nicht sein, dass wir eine staatlich verordnete Bewirtschaftungsart von unseren Gutsbetrieben fordern. Dem Ratsentscheid von 1998 lag zugrunde, dass der damalige Bewerber Biolandbau betreiben wollte und das Parlament nichts dagegen hatte. Dass es aber 16 oder 15 Jahre später eine Änderung geben kann, sollte in diesem Saal allen klar sein.

Ich spreche hier sehr gerne zu diesem Thema. Es gibt vier Punkte, die für mich begründen, weshalb der Antrag des Pächters berechtigt ist. Erstens haben wir einen innovativen Jungbauern, der den Hondrich bewirtschaftet. Er hat die Leistungsvereinbarung mit dem Kanton immer eingehalten und stets Hand geboten. Nun hat er aber einen Rindviehstall, der den heutigen tierschützerischen Anforderungen nicht mehr genügt, und die Übergangszeit läuft auf den 01. 01. 2016 aus. Wenn Sie in diesem Saal bestimmen, dass weiterhin eine biologische Bewirtschaftung erfolgen muss, so kann der Pächter ab dem 01. 01. 2016 keine Kühe mehr im Stall anbinden. Wenn er sagt, er könne so nicht weiterfahren, und wenn er den Betrieb zurückgibt, muss der Kanton einen Pächter finden, der das Land wohl biologisch bewirtschaftet, aber er kann in diesem Stall keine Kühe mehr halten. Der Kanton hat es verpasst, einen konformen Stall zu bauen. Zweitens ist die Alpkäserei auf silofreie Milch angewiesen, die der Pächter weiterhin produzieren will. Drittens kann – wie bereits gesagt – in diesem Stall kein Rindvieh mehr gehalten werden. Ich bitte Sie, auch das Postulat abzulehnen. Dieser Pächter soll die Möglichkeit haben, seine innovative Betriebsform weiterzuführen und nicht dazu verpflichtet werden, weiterhin Bio machen zu müssen.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Dieses Postulat bringt all die Ratsmitglieder, denen der Schulstandort Hondrich echt am Herzen liegt, in eine ganz schwierige Situation. Es darf hier nicht um pro- oder kontra biologische Bewirtschaftung gehen. Vielmehr geht es darum, dass wir die Voraussetzungen schaffen, damit man auch weiterhin auf dem Hondrich das Handwerk des Alpkäasers erlernen kann und der Schulstandort auch längerfristig nicht gefährdet ist. Sowohl die Motionäre wie auch die Gegner der Motion – oder nun des Postulats – haben überzeugende Argumente.

Die Landwirtschaft hat wegen Uneinigkeit schon einmal einen Schulstandort verloren. Der Schwand in Münsingen wurde geschlossen, ohne dass der Kanton schlussendlich einen Mehrwert bekam. Das war mir eine Lehre. Was ist nun höher zu gewichten? Die restriktive Auflage der Biobewirtschaftung – trotz kleiner Betriebsfläche und nicht gesicherter Milchmenge an diesem Standort – oder eine pragmatische Lösung mit dem bisherigen Pächter? Dieser garantiert einen geordneten Schulbetrieb und macht einen tiergerechten Stallneubau für den Kanton vertretbar. Das ist auch noch wichtig.

Eine Tatsache ist jedenfalls, dass man das Käsen genau gleich gut lernen kann, ob es nun «normale» Hondrichmilch oder Bio-Hondrichmilch ist. Wichtig ist, dass man es im Kanton Bern überhaupt noch lernen kann und nicht auf einmal ins Bündnerland gehen muss. Nach intensiven

Diskussionen in der Fraktion sind wir mehrheitlich der Meinung, dass der Grosse Rat den beiden jungen, innovativen Bauern nicht operative Vorschriften machen soll. Zudem ist uns die Erhaltung des Schulstandorts am wichtigsten. Wir lehnen deshalb mehrheitlich auch das Postulat ab und hoffen, dass wir mit diesem Entscheid die Weichen für die Zukunft des Hondrichs richtig stellen.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Wir sind uns wahrscheinlich alle einig hier im Saal, dass der Vorstoss nicht gerade so ganz die Kompetenz des Grossen Rats betrifft. Er hat Fragen aufgeworfen, die eigentlich in der Exekutive behandelt und geklärt werden. Der Entscheid, dass im Hondrich Biolandwirtschaft betrieben wird, sollte aus Sicht der EVP-Fraktion länger anhalten als nur gerade ein bisschen mehr als 10 Jahre. Die Umstellung auf Bio braucht doch eine gewisse Zeit und wenn der Kanton wieder zur konventionellen Landwirtschaft zurückkehren will, ist dies ein schlechtes Signal für die Biolandwirtschaft. Solche «Hin-und-her»-Entscheide lösen Fragen aus und stellen die Biolandwirtschaft aus unserer Sicht eher in ein schiefes Licht. Wir begrüssen daher sehr, wenn der Regierungsrat in seiner klaren Antwort daran festhält, dass auf dem Hondrich auch weiterhin nach den Richtlinien von Biosuisse gewirtschaftet werden soll. Die EVP-Fraktion wird deshalb dieses Postulat mehrheitlich unterstützen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Für die SP-Fraktion ist Biolandwirtschaft etwas Positives, etwas Fortschrittliches. Die SP-Fraktion ginge möglicherweise sogar noch weiter und würde vielleicht eine Motion erwägen, die besagt, alle Betriebe, die der Kanton Bern unter Landwirtschaftsbetrieben führt, müssten nach biologischen Standards bewirtschaftet werden. Wir haben ja in Witzwil den grössten Bauernbetrieb der ganzen Schweiz, und wir haben auch in Prêles einen grossen Bauernbetrieb. Ich würde es vorbildlich finden, wenn sich der Regierungsrat dazu durchringen könnte, alle Landwirtschaftsbetriebe, welche im Besitz des Kantons sind, nach biologischen Richtlinien bewirtschaften zu lassen. Die SP-Fraktion ist ganz klar dafür, dass das Postulat angenommen wird und wir einer einmal festgelegten Richtlinie oder Meinung auch weiterhin folgen. Bitte unterstützen Sie dieses Postulat.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Ich spreche für die grüne Fraktion und bin zugleich auch Mitmotionär. Nachdem wir den Vorstoss eingereicht hatten, sind doch einige Gerüchte an uns herangetragen worden. So ist zum Beispiel behauptet worden, die Schule auf dem Hondrich könne nicht mehr weiterbetrieben werden. Es wurde behauptet, der Landwirtschaftsbetrieb müsse eingehen. Es wurde behauptet, er könne keine Betriebsgemeinschaft gründen. Wir sind all diesen Punkten immer wieder nachgegangen und mussten feststellen: Es sind Behauptungen, es ist nicht wahr. Es wurde einfach versucht, uns Druck aufzusetzen.

Was wir mit Klarheit wissen, ist: Der Biomarkt boomt weiterhin. Wir haben in der Schweiz Regionen – beispielsweise in Graubünden –, die dank der gezielten Ausrichtung auf die biologische Landwirtschaft eine Wertschöpfungssteigerung in einem erstaunlichen Ausmass erreichen konnten. Dazu gibt es auch Zahlen. Es gibt aber auch Regionen in der Schweiz, wo noch sehr viel Potential vorhanden wäre. Eine dieser Regionen ist das Berner Oberland. Weil die Landwirtschaftsschule auf dem Hondrich im Berner Oberland eine Vorbildfunktion hat mit einer Ausstrahlung auf die ganze Region, ist es enorm wichtig, dass dieser Gutsbetrieb auch weiterhin biologisch bewirtschaftet werden kann. Eine Aufgabe der biologischen Produktion wäre ein sehr schlechtes Signal. Es würde so quasi der Eindruck erweckt, Bio würde nicht rentieren, man habe es einmal probiert im Oberland, aber es habe nicht funktioniert, und das stimmt absolut nicht.

Weiter hat sich der jetzige Pächter verpflichtet, den Betrieb biologisch zu bewirtschaften. Er wusste genau, worauf er sich einlässt bezüglich der Verunkrautung des Betriebs und bezüglich der notwendigen Stallerneuerung, von der man schon lange wusste. Regina Fuhrer hat es erwähnt: Auch konventionelle Bauern müssen sich an die Tierschutzverordnungen halten. Seitens des Kantons und der Pächterschaft hätte man sicher früher mit der Stallplanung beginnen müssen. Würde man die Biobewirtschaftung aufgeben, müsste der Betrieb auch zwingend neu ausgeschrieben werden. Das ist ein wichtiger Punkt. Jetzt die Spielregeln mitten im Spiel noch zu ändern, wäre sehr ungerecht gegenüber allen anderen Bewerbern, die man damals nicht wollte. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Der Regierungsrat unterstützt diese Motion, die grüne Fraktion unterstützt die Motion einstimmig, und hoffentlich unterstützen auch Sie den Biolandbau.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (FDP). Im Jahr 1998 hat das Parlament entschieden, dass die Landwirtschaftsbetriebe Rüti wie auch Hondrich eine biologische Bewirtschaftung betreiben

müssen. Und heute möchte der Pächter des Hondrich diese Bestimmung aufheben. Vor sechs Jahren wurde der Betrieb Hondrich neu ausgeschrieben. Es gab mehrere Bewerber. Drei davon zogen sich zurück, weil sie keine biologische Bewirtschaftung betreiben wollten, und es blieben zwei Bewerber übrig. Es wäre falsch und stossend, wenn man dies heute hier ändern würde. Ich bin dafür, dass eine Änderung möglich ist, aber dann muss der Betrieb neu ausgeschrieben werden. Biolandwirtschaft hat im Moment Zukunft. Biomilch konnte den Preis halten, während der Preis für konventionelle Milch zusammenfiel, und deshalb müssen wir hier eine biologische Bewirtschaftung verlangen. Der Pächter hat am 28. 12. 2010 einen Pachtvertrag unterschrieben. Darin ist eine Leistungsvereinbarung enthalten und diese Leistungsvereinbarung ist er eingegangen. Deshalb unterstützt die FDP mehrheitlich diesen Vorstoss.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Die Debatte hat ein bisschen etwas von einer Grundsatzdiskussion. Dazu möchten wir uns nicht unbedingt äussern. Wir von den Grünliberalen sind sicherlich für die Wahlfreiheit. Aber wenn wir zu etwas stehen, dann ist es, dass es einen Ausbildungsstandort im Kanton Bern gibt. Wo dieser ist, dazu möchten wir uns nicht abschliessend äussern. Für uns ist es wichtig, dass Landwirte im Kanton Bern sowohl in der biologischen wie auch in der konventionellen Bewirtschaftung ausgebildet werden können.

Man kann aber ganz ehrlich sagen, die Motion war umstritten. Jetzt, nach dem der Vorstoss in ein Postulat gewandelt wurde, werden wir diesem grossmehrheitlich zustimmen. Vielleicht noch einige Worte zu unseren Erwägungen: Zum einen sind es – wie Jürg Iseli sagte – die Aspekte des Wirtschaftlichen und der Innovation. Es ist natürlich nicht an uns Grünliberalen, dies zu bremsen. Infolgedessen gab es gewisse kritische Stimmen, auch bezüglich der Betriebsgrösse und anderen Aspekten. Aber Niklaus Gfeller und Kilian Baumann haben darauf hingewiesen, dass der Rat diese Entscheidungen vor zehn Jahren so getroffen hat und wir glauben nicht, dass man hier hin und her wechseln sollte. Wir haben uns dann aus diesem Grund mehrheitlich dazu entschieden, dass wir das Postulat annehmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion kann sich eigentlich dem Votum von Kollege Stähli anschliessen. Er hat das wirklich gut gesagt: Es gibt beide Seiten in diesem Geschäft. Aber letztendlich haben wir das Gefühl, es werde hier etwas überhöht als Signalwirkung dargestellt. Ich kenne keinen Bauern in meinem Umfeld – ich bin auch Bauernsohn –, der wegen der biologischen Bewirtschaftung auf dem Hondrich auf Bio umstellen würde. Wenn man sich dies erhofft, oder Oberländer Bauern zu Bio zwingen möchte, dann ist das der falsche Weg. Wir sind für eine pragmatische Lösung. Der Kanton hat Versäumnisse bei der Infrastruktur gemacht. Wir wollen keine Schliessung des Betriebs riskieren und werden deshalb auch ein Postulat ablehnen.

Le président. Damit übergebe ich dem Volkswirtschaftsdirektor, Herrn Regierungsrat Rickenbacher, das Wort.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich möchte herzlich danken für die Debatte. Ich glaube, die Argumente liegen auf dem Tisch. Herr Grossratspräsident, ich erlaube mir eine vielleicht etwas humoristische Bemerkung ganz am Anfang. Ich überlege mir jetzt gerade, worüber wir hier eigentlich diskutieren. Ursprünglich war dies eine Richtlinienmotion. Die Motion wurde umgewandelt in ein Postulat, also eigentlich diskutieren wir jetzt über ein Richtlinienpostulat. Ich bin nun über 21 Jahre in diesem Saal tätig und bin mir dennoch nicht ganz im Klaren darüber, was denn die Konsequenzen eines Richtlinienpostulats sind. Das würde dann eigentlich heissen, die Regierung ist frei in der Beurteilung, ob sie etwas prüfen will.

Ich bin klar der Meinung – und komme damit zum ernsthafteren Teil –, dass wir hier auf einer operativen Ebene diskutieren. Eine operative Ebene, die wahrscheinlich nicht die Ebene des Parlaments und aus meiner Sicht nicht einmal die Ebene des zuständigen Regierungsmitglieds und auch nicht des Regierungsrats als Gesamtbehörde ist. Vielmehr handelt es sich um die operative Ebene des Amtes für Landwirtschaft und Natur und dort insbesondere des Inforamas. Wir haben per Zufall heute Herrn Wildisen bei uns im Saal in seiner ersten Woche als neuer Leiter des Inforamas. Und ich zumindest – und ich hoffe, es geht Ihnen auch so – habe volles Vertrauen in die neue Leitung des Inforamas. Ich bin sicher, dass diese verschiedene offene Fragen gut lösen und auch diese Frage hier im operativen Bereich richtig lösen wird. Es gibt Schwierigkeiten, beispielsweise mit der Stallung, wo jetzt Ende 2015 die Übergangsfrist ausläuft. Darüber haben wir gerade vorhin noch diskutiert. Aber, meine Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte, es gibt

nun wirklich operative Fragen, bei denen ich der Meinung bin, dass man diese auch auf der operativen Ebene lösen sollte.

Aus meiner Sicht und der Sicht des Regierungsrats ist es gut, dass wir auf dem Hondrich nach wie vor einen Biobetrieb haben. Das ist sicher auch wichtig für die Berglandwirtschaft, weil innerhalb der Berglandwirtschaft die Biolandwirtschaft ein wichtiger Betriebszweig ist. Ich kann sagen, dass aus Sicht der Direktion der Standort Hondrich in keiner Art und Weise gefährdet ist, wie dies zum Teil in der Diskussion im Vorfeld auch erwähnt wurde. Aus meiner persönlichen Sicht als zuständiges Regierungsmitglied ist der Hondrich ein wichtiger Standort, eben weil er einen Betriebszweig der breiten bernischen Berglandwirtschaft in der Aus- und Weiterbildung und Beratung abdeckt. Deshalb ist dieser Standort in keiner Art und Weise gefährdet. Ich finde es wichtig, dass wir dort einen Biobetrieb haben und werde daher in meiner Kompetenz von meiner Direktion aus und mit dem Amt für Landwirtschaft und Natur alles daran setzen, dass wir das weiterführen können. Insofern würde wahrscheinlich nichts allzu Schlimmes passieren, wenn Sie jetzt hier dieses Richtlinienpostulat überweisen.

Le président. Wir stimmen über das Postulat ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 68

Non 71

Abstentions 7

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Damit ist das Geschäft bereinigt.